

# Politiques alimentaires urbaines

Actes de la rencontre internationale  
sur les expériences en Afrique,  
Amérique latine et Asie.

16-18 novembre 2015, Montpellier, France

MARCHÉS

RESTAURATION COLLECTIVE

CONNEXIONS URBAIN/RURAL



Organisation  
des Nations Unies pour  
l'éducation, la science  
et la culture



Chaire Unesco  
en alimentations  
du monde  
France



# Politiques alimentaires urbaines

Actes de la rencontre internationale  
sur les expériences en Afrique,  
Amérique latine et Asie.

16-18 novembre 2015, Montpellier, France

MARCHÉS

RESTAURATION COLLECTIVE

CONNEXIONS URBAIN/RURAL

JULIE DEBRU, SYLVIE ALBERT, NICOLAS BRICAS, DAMIEN CONARÉ, ÉDITEURS



### Coordination et édition scientifique

Julie Debru, Chaire Unesco Alimentations du monde ;  
Sylvie Albert, rédactrice scientifique indépendante ;  
Nicolas Bricas, Cirad, UMR Moisa et directeur de la Chaire Unesco  
Alimentations du monde ;  
Damien Conaré, Chaire Unesco Alimentations du monde.

### Comité d'organisation

Julie Debru, chargée de mission, Chaire Unesco Alimentations  
du monde, Montpellier SupAgro ;  
Nicolas Bricas, chercheur, Cirad, UMR Moisa et directeur de la Chaire  
Unesco Alimentations du monde ;  
Florence Mouton, chargée de recherche, Division recherches  
et développement, Agence française de développement ;  
Julien Woessner, responsable de programme, Fondation Charles  
Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme ;  
Marielle Dubbeling, directrice, RUAF Foundation ;  
Guido Santini et Louison Lançon-Daumas, chargés de projet  
Food for the Cities, FAO ;  
David Edwards, directeur adjoint, International Sustainability Unit,  
The Prince of Wales's Charitable Foundation.

ISBN : 978-2-900792-27-8

Citation : Debru J., Albert. S., Bricas N., Conaré D. (Eds), 2017.  
Politiques alimentaires urbaines. Actes de la rencontre internationale  
sur les expériences en Afrique, Amérique latine et Asie en  
matière de marchés, restauration collective et connexion urbain/  
rural. Montpellier, France, 16-18 novembre 2015. Chaire Unesco  
Alimentations du monde, 210 p.



# Quelles politiques d'aménagement de marchés pour l'alimentation urbaine des pays du Sud ?

**Paule Moustier**

*Cirad, Unité Mixte de Recherche « Marchés, organisations, institutions et stratégies d'acteurs »*

## Les enjeux publics et privés

**E**n Afrique comme en Asie, les systèmes alimentaires, ruraux et périurbains, ont répondu très rapidement à la croissance de la demande des villes. L'alimentation des citoyens est assurée quasiment sans intervention publique, à la différence d'autres services (eau potable, électricité, entretien des routes, etc.). L'autorité publique a la responsabilité d'améliorer le fonctionnement des acteurs privés des filières alimentaires, et de ne surtout pas le compliquer, afin de parvenir à une alimentation durable, c'est-à-dire sans crise notable, accessible à tous et peu consommatrice de ressources rares comme l'énergie et le capital.

Dans les pays du Sud, l'alimentation des villes est assurée par le secteur informel, généralement combattu par les autorités urbaines (Cole et Fayissa, 1991). Informel ne veut pas dire inorganisé. Les filières alimentaires ont en effet des logiques d'organisation géographiques, et sont caractérisées par des relations personnalisées (Moustier, 2012).

## Les leviers d'action

Les principaux leviers d'action des interventions publiques sur la distribution des aliments concernent l'aménagement de marchés

(rénovation ou construction de nouveaux marchés de gros ou de détail) et le soutien à de nouvelles formes de distribution, comme les supermarchés ou les marchés paysans. L'installation de marchés de gros, la rénovation de marchés de détail et la promotion des supermarchés répondent souvent à des logiques de « modernisation » qui recouvrent les objectifs suivants : transparence et concurrence ; économies d'échelle ; amélioration de l'hygiène ; fluidité du transport ; contrôle des transactions (taxation, enregistrement). L'objectif de sécurité alimentaire (y compris la sécurité sanitaire), plus rarement poursuivi, l'est toutefois à travers la mise en relation des producteurs et des consommateurs (notamment sur des marchés paysans), et la promotion de l'agriculture biologique, telle que l'on peut l'observer au Brésil ou au Laos.

### **Les succès et échecs**

De nombreux aménagements de marchés répondant aux logiques de modernisation citées ci-dessus ont été des échecs en termes d'utilisation, pour les raisons suivantes : une localisation inappropriée par rapport aux contraintes de transport des commerçants, le surcoût des nouvelles infrastructures et le manque d'adhésion des utilisateurs. Pour connaître un succès, l'action publique doit viser l'amélioration d'aménagements existants. Les moyens à mettre en œuvre sont le bétonnage des marchés, leur couverture, l'organisation du nettoyage et la mise en place de services de stockage et de crédit. Une condition de succès est également l'implication d'organisations de commerçants dans le projet (Paulais et Wilhelm, 2000). Ainsi, en Tanzanie, l'aménagement du marché de gros de maïs de Kibaigwa, financé entre 2002 et 2011 par l'Union européenne et l'AFD, apparaît comme un succès au vu de la croissance de sa fréquentation (Baugé et Berchoux, 2013). Il a été aménagé sur l'emplacement d'un marché informel, desservi par une route de bonne qualité et en impliquant l'association des porteurs. Par contraste, le marché d'Igalaga (pomme de terre et maïs) a été installé *ex nihilo* alors que les agriculteurs souffrent de problèmes de transport, il est de ce fait peu fréquenté.

## **Les problèmes d'exclusion**

La promotion de nouveaux marchés et des supermarchés entraîne souvent l'exclusion de populations à faible niveau de vie. L'aménagement des marchés en zone urbaine conduit de manière quasiment systématique à l'exclusion de nombreux commerçants défavorisés, du fait de la baisse du nombre de points de vente et de la hausse des coûts d'accès aux places. L'exemple des marchés de détail de Shanghai a été documenté par Zhang et Pan (2013), qui mettent en relation la privatisation des marchés de plein air et la forte inflation de 2010. Les opérateurs privés n'étant pas intéressés par la location de places de marchés, peu rentable, le nombre de marchés de plein air a fortement diminué. La municipalité souhaite la conversion des marchés de détail en supermarchés, mais ceux-ci font montre d'une mauvaise gestion des produits frais.

À Hanoi, alors que l'approvisionnement alimentaire est assuré de manière dominante par les nombreux marchés de détail et la vente de rue, la municipalité concentre ses investissements sur les plus gros marchés de détail et les supermarchés, ce qui renforce les problèmes d'emploi et d'accès aux aliments des populations pauvres (Moustier *et al.*, 2009 ; Wertheim-Heck *et al.*, 2015).

## **Conclusions**

Les villes du Sud sont caractérisées par la coexistence d'une classe populaire et d'une classe moyenne. Il est donc nécessaire de préserver la diversité des systèmes de distribution des aliments. Dans un souci de modernisation du commerce, les municipalités peuvent donner naissance à des « éléphants blancs » et exclure des populations pauvres. L'aménagement des marchés peut être nécessaire pour décongestionner certains quartiers, favoriser la concurrence et améliorer la qualité des aliments. Mais leur succès dépend d'une bonne connaissance des flux existants et d'une bonne concertation avec les commerçants, surtout sur les aspects financiers. Les lieux de transaction sont à différencier pour les circuits courts et longs, pour le gros et le détail. Ces points sont illustrés dans ce chapitre par les exposés de villes d'Uruguay, de Zambie et du Mozambique.

Quelques besoins de recherche peuvent être identifiés. Ainsi, l'organisation spatiale des flux d'approvisionnement est souvent mal connue. Il serait également utile de mieux évaluer les avantages de la centralisation et de la décentralisation de la distribution en termes de durabilité, surtout concernant l'accès des populations défavorisées à différents types de systèmes de distribution (transport, prix), et le coût énergétique de différents systèmes de distribution. ★

## BIBLIOGRAPHIE

BAUGÉ, B. and T. BERCHOUX (2013), *Marketing systems in Tanzania, Rwanda and Uganda: what role can bulk-markets play in reducing market imperfections and in improving small-scale farmers' bargaining power?*, Mémoire d'ingénieur « Systèmes agricoles et agro-alimentaires durables au Sud », Montpellier Supagro/Irc, Montpellier.

COLE, W. and B. FAYISSA (1991), "The urban subsistence labour force: Toward a policy-oriented and empirically accessible taxonomy", *World Development*, Vol. 19, pp. 779-789.

MOUSTIER, P., M. FIGUÉ, DAO THE ANH and NGUYEN THI TAN LOC (2009), "Are supermarkets poor-friendly? Debates and evidence from Vietnam", in *The crisis of food brands*, eds. A. Lindgreen and M. Hingley, Gower Publishing, pp. 311-327.

MOUSTIER, P. (2012), « Organisation et performance des filières alimentaires dans les pays du Sud : le rôle de la proximité », Travaux pour l'Habilitation à diriger les recherches, UMR Moisa, Série Recherches n°07, Montpellier, <http://umr-moisa.cirad.fr/publications/editions>.

PAULAIS, T. and L. WILHELM (2000), *Marchés d'Afrique*, Karthala, Paris.

WERTHEIM-HECK, S.C., VELLEMA, S. and G. SPAARGAREN (2015), Food safety and urban food markets in Vietnam: The need for flexible and customized retail modernization policies, *Food Policy*, Vol. 54, pp. 95-106.

ZHANG, Q. F. and Z. PAN (2013), "The transformation of urban vegetable retail in China: Wet markets, supermarkets and informal markets in Shanghai", *Journal of Contemporary Asia*, 43, pp 497-518.